Patrimoine(s) en Equateur : Politiques culturelles et politiques de conservation
Vendredi 21 et samedi 22 mars 2014
Université Paris Ouest Nanterre - La Défense

Colloque international organisé par le Centre d´études équatoriennes, avec l´appui du CRIIA (EA 369), de la Délégation de l'Equateur auprès de l'Unesco, de l´Ecole doctorale Lettres, langues, Spectacles (ED 138), de l´UFR LCE de l'Université Paris Ouest, de l'Ambassade de l'Equateur en France.

La relation au(x) patrimoine(s) ne va pas de soi, le(s) patrimoine(s) étant eux-mêmes sujet(s) à des redéfinitions. La notion de patrimoine renvoie à ce qui est perçu par un groupe comme son héritage historique. Il peut s´agir du patrimoine culturel, qui recouvre les biens identitaires et culturels d'une population, tels que le patrimoine architectural, les patrimoines culturels immatériels, notamment le patrimoine linguistique. Le classement au patrimoine mondial de l´humanité de la ville coloniale de Quito, établie sous l'égide de l'Unesco, est à ce titre emblématique. En Equateur, la notion de patrimoine renvoie également et de plus en plus au patrimoine naturel, lequel, comme le patrimoine culturel, est défini comme un bien commun à léguer aux générations futures. Ce patrimoine peut être posé comme une somme de ressources naturelles qui, comme le patrimoine culturel, doit être conservé pour être transmis. L´initiative originale Yasuní-ITT marque d´ailleurs un tournant dans les politiques de gestion et de conservation du patrimoine en Equateur.

Il sera intéressant de réfléchir à la façon dont ce patrimoine (ou partie du patrimoine) est présenté(e) et à la représentation que s´en font le public et le citoyen. Elle permet à cet égard d'apprécier les relations des projets politiques au passé et de cerner les modalités de la définition d'une culture nationale considérée comme genuinamente équatorienne. Les sens de « patrimoine » sont à comprendre selon une acception souple, afin de mieux apprécier les dimensions culturelles, politiques, sociales, écologiques le cas échéant, des différents projets, aux 19e, 20e et 21e siècles. Étudier ce que signifie(nt) le(s) patrimoine(s) et les nouveaux processus de patrimonialisation permet encore de rendre compte de la transformation et de l'élargissement des politiques culturelles, comme l´illustrent les politiques urbaines de restauration des centres historiques et la multiplication et promotion des parcs nationaux.

Axes de réflexion :

Les communications présentées pourront relever de la problématisation ou de l'étude de cas (périodes, acteurs, secteurs, territoires, dispositifs). Elles peuvent envisager la notion de patrimoine :

- par le biais de secteurs culturels déterminés (musées, enseignements artistiques, parcs naturels, médias…) ;
- par le biais de l'efficacité des instruments de protection des cultures et langues dites autochtones ;
- par le biais de la redéfinition des patrimoines, patrimoines « ethnologiques », reconnaissance des savoir-faire populaires, patrimoines ethnomusicologiques, patrimoines culinaires, patrimoines environnementaux et écologiques (biodiversité, parc nationaux, écomusées, etc.) ;
- par le biais des projets de restauration urbaine, de mise en valeur des centres dits « historiques » de Quito, Cuenca et Guayaquil notamment ;
- par le biais des relations entre politiques de conservation d'un « Patrimoine de l'humanité » promues par l'UNESCO et actions de l'Etat et/ou des Municipalités.
- comme un objet politique (produit par des formations politiques et sociales) ;
- comme un enjeu de construction d'identités et de rivalités entre groupes sociaux et ethno-sociaux ;
- comme un enjeu d'affirmation de l'État sur les territoires et de rivalités entre acteurs locaux et acteurs centraux ;
- comme un sujet de débats publics en termes idéologiques, politiques et identitaires ;
- comme un instrument de la démocratisation (ou non) fondée sur une certaine idée de la culture ;
- à travers les formes prises par l'inscription effective dans le corps social et sur les territoires des orientations d'une politique ou d´une initiative de conservation du patrimoine ;

- à travers l'engagement et les formes d'engagement des artistes, militants, associations, élus… ;
- à travers les moyens mobilisés, ou non, en faveur d'une politique patrimoniale, éventuellement au détriment d'une autre ; les formes politiques et administratives mises en œuvre (travail législatif, fonds financiers, protocoles, chartes, conventions...).

La réflexion proposée se veut pluridisciplinaire, relevant du droit, des sciences politiques, des études culturelles, de la linguistique, de l'anthropologie, de la médiation culturelle, de la littérature, des arts, du cinéma, de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'architecture, notamment.

Modalités de soumission

Les propositions de communication avec un titre, un résumé d´une dizaine de lignes et une brève présentation de l'auteur, sont à faire parvenir avant le 1er novembre 2013 à David Macías et Emmanuelle Sinardet :

davidmaciasb@gmail.com ou emmanuellesinardet@yahoo.fr

Les communications pourront être présentées en espagnol ou en français.

Les communications retenues par le Comité scientifique feront l'objet d'une publication. Un document indiquant les normes typographiques à respecter vous sera envoyé avec l'acceptation de la communication.